

mesure de les réaliser. Aujourd'hui, les Canadiens ont besoin d'aide sous de nouvelles formes et c'est d'une de ces nouvelles formes d'aide que traite notre motion d'aujourd'hui.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les chefs du monde occidental ont promulgué la Charte de l'Atlantique. Cette charte a suscité beaucoup d'intérêt. Elle cite les quatre libertés, liberté de parole, liberté de religion, liberté à l'égard de la faim et liberté à l'égard de la crainte. Alors, nous étions quelque peu optimistes au sujet de l'élimination de la faim et de la crainte. En particulier, l'élimination de la faim n'était pas très présente à nos esprits. Nous croyions qu'elle ne concernait que les pays de l'autre côté du monde, sous-développés et privés des avantages de l'économie la plus abondante qui se puisse imaginer. Pour en parler de façon pratique, je dirai que le droit à suffisamment de nourriture, chose nécessaire pour avoir de la santé et de l'énergie, est refusé à des milliers de nos citoyens. On leur refuse donc la troisième liberté, la liberté à l'égard de la faim, en ce sens qu'ils ne peuvent jouir d'un régime alimentaire qui leur assure la santé et l'énergie. Des milliers de nos citoyens doivent encore chercher à conquérir cette liberté.

Le gouvernement vient d'aborder l'étude de la nutrition dans l'ensemble du Canada. L'idée est excellente. Je signale que cette étude ne sera pas terminée avant que l'année ne soit très avancée et ne sera publiée qu'en 1973. Je prévois que les constatations que révélera le rapport publié à la suite de cette étude seront très semblables à celles que renferme une étude analogue faite aux États-Unis. A cet égard, je voudrais citer un passage du Rapport abrégé de la conférence de la Maison Blanche sur l'alimentation, la nutrition et la santé, paru en janvier 1971:

La pauvreté est l'une des causes essentielles de la sous-alimentation et de la faim aux États-Unis. Des millions d'Américains de tous âges et de toutes les régions du pays n'ont pas assez d'argent pour acheter ce dont ils ont besoin pour mener des vies saines et productives.

• (1520)

Si vous doutez que cela s'applique dans les mêmes proportions au Canada qu'aux États-Unis, qu'il me soit permis de rappeler le mémoire communiqué en 1970 au comité sénatorial de la pauvreté par la Corporation des travailleurs professionnels du Québec, mémoire selon lequel la mortalité infantile dans les quartiers pauvres de Montréal s'élevait à 35.1 par 1,000, soit deux fois plus qu'ailleurs. Il ajoutait qu'en première année, un tiers des enfants pauvres étaient sous-alimentés, que la moitié souffraient de problèmes émotifs, et que trois fois plus d'entre eux avaient des quotients d'intelligence inférieurs à 80. Comme l'explique un autre rapport de 1970, le manque d'intelligence peut être imputé à la sous-alimentation. Un enfant sous-alimenté pendant ses premiers mois, ou dont la mère est sous-alimentée pendant sa grossesse, présente une division des cellules inférieure à la normale et finit par n'avoir qu'un nombre moindre de cellules cérébrales.

Comme le dit le rapport Castonguay de 1970:

Le manque aigu de nourriture pendant les 18 premiers mois de la vie d'un enfant en empêche le développement cérébral normal.

C'est-à-dire pour la vie. Montréal est la plus grande ville du Canada, la deuxième étant Toronto. Une étude effectuée en 1969-1970 par le Dr Ursula Anderson de l'Hospital for Sick Children faisait ressortir que les enfants des quartiers les plus pauvres de Toronto étaient trois fois plus susceptibles de mourir en bas âge que ceux des quartiers riches. Vancouver est la troisième ville du Canada. En août dernier, le *Sun* de Vancouver publia une

série d'articles sur l'assistance publique en Colombie-Britannique. Un journaliste demanda à une mère:

Comment parvenez-vous à vivre avec quatre garçons et un chèque mensuel de l'assistance publique de \$257?

Elle lui répondit:

Vers la fin du mois nous économisons sur la nourriture. Nous mangeons surtout de la soupe et des pommes de terre—nous mangeons beaucoup de pommes de terre. Parfois nous mangeons de la viande une fois par semaine. Il est difficile de faire durer le budget alimentation—surtout quand vous avez des garçons.

Ses fils avaient 10, 13, 15 et 16 ans. Il est pénible de songer aux répercussions de ce régime alimentaire sur leur santé future. Si nous considérons que les agriculteurs du pays touchent aujourd'hui moins de la moitié du dollar versé par le consommateur pour la nourriture, nous commençons à nous rendre compte de la présence de forces qui n'auraient pas joué au temps où les agriculteurs vendaient directement aux épiciers leur récolte de denrées alimentaires. Ceux qui sont dans la grande misère et qui vivent de l'assistance publique ne sont pas non plus les seuls à souffrir. Un nombre considérable de personnes âgées qui touchent des revenus modiques fixes, les désavantagés comme les aveugles et des milliers de familles ordinaires de l'Atlantique au Pacifique, ne peuvent simplement pas avec leur budget pourvoir à une alimentation suffisante pour leur donner santé et énergie. Cela devient de plus en plus difficile.

Le gouvernement a reconnu que ces budgets ne suffisent pas à assurer une vie modeste puisque, dans son propre budget de cette année, il a accordé un redressement à ceux qui touchent la pension de vieillesse et aux étudiants à plein temps. Il a ensuite présenté une mesure distincte pour aider un peu les anciens combattants du pays. Le gouvernement sait parfaitement que le budget de bien des gens au pays ne leur procure pas un standard et un niveau de vie appropriés. Il le savait lorsqu'il a accordé de faibles avantages fiscaux dans sa loi de l'impôt sur le revenu l'automne dernier, mais il n'est pas disposé à s'attaquer à ce qui réduit les normes d'alimentation et le niveau de vie dans tous nos foyers canadiens.

Les économistes sont généralement d'accord pour dire que les prix ne devraient pas augmenter de plus de 2 p. 100 par an si l'on veut qu'ils demeurent relativement stables. Cependant, de février 1971 à février 1972, cette augmentation a dépassé deux fois et demie le pourcentage souhaité. Les prix des denrées alimentaires ont haussé d'environ 7.5 p. 100 entre avril 1971 et avril 1972, soit plus du double de l'augmentation générale du coût de la vie. Pourquoi cette fluctuation est-elle importante? C'est parce que l'alimentation est le facteur fondamental du niveau de vie d'un peuple.

Lorsqu'on songe qu'il y a parmi nous des gens qui n'ont pas les moyens d'acheter des aliments sains, nourrissants et nutritifs, on se rend compte qu'il y a quelque chose de pourri, non pas au royaume du Danemark cette fois, mais au Canada. L'augmentation pernicieuse du prix de la nourriture est un attentat direct contre le niveau de vie des Canadiens; entretemps, le Chambre se croise les bras. Je ne me lamente pas sur les prix élevés du caviar, des escargots marinés ou des truffes. Ceux qui aiment ces produits peuvent facilement se les permettre avec leur budget. Ils ont normalement de quoi faire face à l'augmentation de ces prix. Mais ce que je critique, c'est l'attitude des gens en place, confortablement installés et bien nourris qui ne se rendent tout simplement pas compte des ennuis que connaissent tant de familles canadiennes et qui s'en soucient le moins du monde.